

DÉPUT
du 17 OCT. 2001

N° 2012875 Le Greffier,

(2001 B470)

**Statuts
de la Société par actions simplifiée
« Lyon Turin Ferroviaire »**

Les soussignés :

Réseau Ferré de France (« RFF »), Etablissement public national à caractère industriel et commercial dont le siège est à Paris - La Défense (92) Tour Pascal A, inscrit au registre du commerce et des sociétés de Nanterre, sous le numéro B 412 280 737 et représenté par Monsieur Claude MARTINAND, Président du conseil d'administration de RFF,

Rete Ferroviaria Italiana Società per Azioni (« RFI »), dont le siège est à Rome, Piazza della Croce Rossa, 1, inscrite au registre de la Camera di Commercio Industria, Artigianato e Agricoltura (tribunale di Roma) sous le numéro 7847/92, code fiscal n°01585570581, représenté par Monsieur Mauro MORETTI, Administrateur délégué de RFI,

établissent ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée « Lyon Turin Ferroviaire » (« LTF »)

Préambule,

D'un commun accord, RFF et RFI entendent que leurs rapports pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin soient régis par l'accord du 29 janvier 2001 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne.

Par cet accord, les deux gouvernements ont rappelé la nécessité de favoriser un meilleur équilibre entre les différents modes, en particulier pour le franchissement des Alpes, et les larges possibilités de développement dont dispose le mode ferroviaire. La réalisation d'une nouvelle liaison ferroviaire mixte marchandises-voyageurs doit permettre de faire face à la prochaine saturation des ouvrages existants.

Aussi, ont-ils décidé que les études, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne de la section internationale, tels qu'ils sont définis par l'accord du 29 janvier 2001, seront conduits, sous l'autorité de la Commission intergouvernementale, par un promoteur constitué à parts égales entre les deux gestionnaires d'infrastructures des réseaux ferrés nationaux italien et français.

Cela exposé et à cette fin, les soussignés ont établi les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils sont convenus d'instituer entre eux :

« Lyon Turin Ferroviaire » (« LTF »)

Société par actions simplifiée

au capital de 1 000 000 euros

Siège social à Chambéry (Savoie), 1091 avenue de la Boisse,

RCS



Titre I

Dispositions générales

Article 1^{er} – Forme

Il est formé, à parts égales, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Objet

La Société a pour objet, conformément à l'accord du 29 janvier 2001 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin et, notamment, ses articles 5, 6, 7 et 9, de conduire les études, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne de la section internationale.

Ces travaux comportent, en particulier, la définition précise du tracé et des procédures d'évaluation environnementale qui leur sont applicables dans les deux Etats, le creusement de descenderies et de galeries de reconnaissance, les travaux annexes et l'ensemble des études nécessaires à l'établissement de l'avant-projet de la partie commune franco-italienne.

A l'issue de cette phase d'études et de reconnaissances, la Société doit proposer la consistance définitive des ouvrages de la ligne nouvelle, leur localisation, l'enveloppe financière prévisionnelle et leurs modalités de réalisation.

Les gestionnaires des infrastructures des réseaux ferrés nationaux français et italien peuvent également, d'un commun accord, confier à la Société toutes autres études, reconnaissances et travaux qu'ils jugent utiles de lui faire réaliser sur la section internationale de la liaison Lyon-Turin.

La Société effectue toutes les opérations quelles qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini ci-dessus ou à tous objets similaires ou annexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

Article 3 – Dénomination

La dénomination de la Société est « Lyon Turin Ferroviaire » (« LTF »).

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale est toujours précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à Chambéry (France), 1091 avenue de la Boisse.

La Société a un établissement secondaire à Turin (Italie), *via Nizza 4 – 10125*.

Tout transfert du siège social doit être décidé par la collectivité des associés dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts. Toutefois, et par dérogation à cette règle, le conseil d'administration peut décider seul de transférer le siège social dans la même ville, ou, et selon les règles définies par l'article L.225-36 du code de commerce, décider du transfert dans une aire géographique autre mais limitée, cette dernière décision devant être ratifiée par l'assemblée générale.

Tout transfert de l'établissement secondaire se fait dans les conditions prévues à l'article 12 des présents statuts.

Pour toute décision de transfert, les statuts sont modifiés en conséquence par le Président de la Société.

Article 5 – Durée

La Société est constituée, à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce, jusqu'au 31 décembre 2007 sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée collectivement par les associés dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts.

Au moins six mois avant l'expiration de la Société, les associés peuvent, à l'unanimité, décider de la prorogation de la Société pour une nouvelle durée fixée par eux.

Toutefois, et conformément aux dispositions de l'article 7 (c) de l'accord du 29 janvier 2001 mentionné ci-dessus, les associés devront assurer la prolongation de la Société jusqu'à la désignation de l'organisme qui sera chargé du percement du tunnel de base. Il ne sera alors pas fait application des délais prévus au paragraphe ci-dessus.

Titre II Capital et actions

Article 6 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1 000 000 euros.

Il est divisé en 2 000 actions de 500 euros chacune.

Article 7 – Modification du capital

Le capital peut être augmenté, par apports en numéraire ou en nature, ou réduit par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts.

Les associés peuvent déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence est réservé aux propriétaires des actions existantes dans les conditions légales.

Article 8 – Libération des actions

Toute souscription d'actions est obligatoirement accompagnée du versement immédiat de la moitié du montant nominal des actions souscrites. Le solde sera libéré sur appel de fonds du Président de la Société.

Article 9 – Forme des titres

Les actions ont une forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société.

Les attestations d'inscription au compte sont valablement signées par le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Article 10 – Cessions des actions

A – Les actions sont cessibles dans le respect des termes de l'accord du 29 janvier 2001 et selon les modalités définies ci-après.

B – Droit de préemption

Chaque associé dispose d'un droit de préemption sur les actions proposées à la cession en proportion du nombre d'actions qu'il détient compte tenu des actions offertes à la préemption.

L'associé cédant notifie son projet de cession ou de mutation à chaque associé ainsi qu'au Président de la Société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception ou télécopie, indiquant les nom, prénoms, domicile ou nationalité, ou la dénomination, la forme, le montant du capital, l'adresse du siège social, l'adresse du ou des cessionnaires proposés, le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation de la valeur des actions dans les autres cas.

A peine d'être réputé avoir renoncé à son droit de préemption, chaque associé doit faire connaître à l'associé cédant ainsi qu'au Président de la Société, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification susmentionnée, s'il entend exercer son droit de préemption, le nombre d'actions qu'il entend préempter, ainsi que, le cas échéant, s'il souhaite exercer son droit de préemption sur un nombre d'actions supérieur à celui auquel il a droit.

A défaut de préemption de toutes les actions dont la cession est projetée, il n'est pas donné suite aux droits de préemption exercés et le Président en informe immédiatement l'associé cédant ainsi que les autres associés. La cession est alors soumise à l'agrément de la Société dans les conditions ci-après.

C – Agrément

1° Toute transmission d'actions, même entre associés, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux et quelle que soit la forme de la cession, doit être autorisée à l'unanimité par les associés.



2° L'associé cédant notifie la cession ou la mutation projetée au Président de la Société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception ou télécopie, indiquant les nom, prénoms, domicile ou nationalité, ou la dénomination, la forme, le montant du capital, l'adresse du siège social, l'adresse du ou des cessionnaires proposés, le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation de la valeur des actions dans les autres cas.

L'assemblée convoquée par le Président doit statuer dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts et notifier sa décision au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou de télécopie dans les 15 jours qui suivent la notification susmentionnée. La décision de l'assemblée générale n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne peut donner lieu à aucune réclamation.

Si le ou les cessionnaires proposés sont agréés, le transfert est régularisé au profit du ou des cessionnaires proposés sur présentation des pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans les 15 jours qui suivent la notification de la décision de l'assemblée.

3° La Société pourra également, même sans l'accord de l'associé cédant, racheter les actions. A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

D - Modification dans le contrôle d'un associé

Toute modification de la structure des associés entraînant un changement dans son contrôle autorise la collectivité des associés à décider, dans les conditions fixées à l'article 18 des présents statuts de suspendre l'exercice des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle est modifié ou l'exclure.

L'associé dont le contrôle est modifié, ne peut pas participer à la décision le concernant.

Pour les deux premiers associés, cette disposition ne s'applique que dans l'hypothèse où leur contrôle direct ou indirect respectif par les Etats français et italien serait modifié.

Toute modification de la forme juridique des associés sera communiquée à la CIG qui en tirera les conséquences nécessaires.

Titre III Direction et contrôle de la Société

Article 11 – Conseil d'administration

A - La Société est dirigée, dans la limite des pouvoirs qui lui sont reconnus par les présents statuts, par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration est composé de 4 à 10 administrateurs, y compris le Président et le Directeur général, représentant paritairment les associés. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des associés pour une durée de 3 ans.

Le conseil d'administration peut être assisté par deux personnes, n'ayant pas voix délibérative, chacune étant désignée par l'un des deux associés.

Le Président de la Société et le Directeur général sont révocables à tout moment par décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts.

Les autres membres du conseil d'administration sont révocables à tout moment par décision de l'associé qui en a proposé la nomination.

A l'exception des dispositions propres au Président de la Société, tout remplacement d'un administrateur, quelle qu'en soit la cause, se fait dans les mêmes conditions que sa nomination.

Les premiers administrateurs de la Société sont :

- pour RFF
François LEPINE,
Claude MARTINAND, président du conseil d'administration de RFF
Hervé de TREGLODE, directeur du développement de RFF,
Olivier DEBAINS, directeur financier de RFF,

- pour RFI
Maurizio CAVAGNARO,
Mauro MORETTI, administrateur délégué de RFI,
Francesco ROSSI, directeur administratif et financier de RFI,
Renato CASALE, directeur des investissements de RFI.

Le conseil d'administration se réunit en séance ordinaire au moins quatre fois par an sur convocation de son Président, et ce, alternativement en France et en Italie.

Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'à la condition que la majorité de ses membres soient présents.

Sauf dispositions particulières des présents statuts, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

Tout membre du conseil d'administration peut, par mandat spécial, déléguer à autre administrateur la faculté de voter en son lieu et place sur les questions portées à l'ordre du jour. Un administrateur ne peut être mandataire que d'une seule fois.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par la Société

Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par tout moyen écrit.

Les copies des procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiées par le Président du conseil d'administration ou un représentant désigné par lui.

Le conseil d'administration est compétent pour :

- prendre les décisions portant sur la politique et les orientations stratégiques de la Société,
- arrêter les comptes sociaux avant leur transmission aux associés,
- établir le rapport annuel de gestion et les documents prévisionnels de gestion,
- approuver le règlement intérieur de la Société,



Article 13 – Directeur général

Le Directeur général est nommé sur proposition de RFI par l'assemblée générale ordinaire pour une durée de 3 ans. Le Directeur général est membre du conseil d'administration.

Sous réserve des compétences du conseil d'administration ainsi que celles du Président de la Société, le Directeur général est chargé de la direction de la Société. A ce titre, il assure la gestion du personnel de l'ensemble de la Société ainsi que de la coordination et la gestion budgétaire des deux directions de la Société.

En cas d'empêchement définitif, de démission ou de révocation du Directeur général de la Société, l'assemblée générale ordinaire des associés nomme un nouveau Directeur général pour la période restant à courir.

Le Président soumet au conseil d'administration, pour approbation, les délégations de pouvoirs nécessaires à l'exercice des missions du Directeur général. Il peut également déléguer au Directeur général une partie de ses pouvoirs.

La direction générale est implantée dans les locaux de l'établissement secondaire de la Société.

Article 14 –Directeurs

Le Directeur général est assisté de deux directeurs, chacun étant désigné par le conseil d'administration qui fixe la durée de leurs fonctions et la localisation de leurs activités.

Sauf décision contraire prise par les associés à l'unanimité, le directeur des études et projets est désigné sur proposition de RFF et le directeur de la maîtrise d'ouvrage est désigné sur proposition de RFI.

Article 15 – Commissaires aux comptes

Les associés désignent collectivement deux commissaires aux comptes titulaires et deux commissaires aux comptes suppléants.

Cette désignation s'effectue dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts pour la durée fixée par la loi.

Article 16 – Nomination des commissaires aux comptes

Les premiers commissaires aux comptes titulaires seront :

- Coopers et Lybrand Audit, 32 rue Guersant, 75017 Paris, représenté par Jean-Louis ROUVET
- KPMG SA, immeuble KPMG, 1 cours Valmy, 92923 La Défense, représenté par Michel SEGUIN

Les premiers commissaires aux comptes suppléants seront :

- Yves NICOLAS, 32 rue Guersant, 75017 Paris,
- Jean-Paul TILL, immeuble KPMG, 1 cours Valmy, 92923 La Défense



Titre IV Décisions collectives

Article 17 – Décisions collectives des associés

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale tel que prévu à l'article 18 des présents statuts.

Les associés sont consultés et délibèrent dans les formes et les conditions suivantes :

A - Les décisions des associés doivent être adoptées et modifiées à l'unanimité des associés, lorsqu'elles concernent les opérations suivantes :

- modification du capital social,
- désignation et révocation des administrateurs,
- rémunération des administrateurs, du Président de la Société et du Directeur général,
- nomination des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices,
- cessions d'actions,
- agrément des cessions d'actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'une société actionnaire dont le contrôle est modifié,
- exclusion d'un associé,
- transformation et toutes opérations ayant pour effet d'augmenter des engagements des associés,
- dissolution.

B – Toute autre décision est de la compétence du conseil d'administration statuant dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts.

Article 18 – Assemblée générale

A - L'assemblée générale est composée des associés. Chacun est représenté, soit par son représentant légal, soit par un représentant qu'il est tenu de désigner ou son suppléant.

Chaque membre notifie au Président la désignation de ce représentant et de son suppléant ainsi que tout changement à ces désignations.

Chaque membre dispose d'une voix par action détenue.

Le Président de la Société assiste à l'assemblée générale sans prendre part au vote.

B - L'assemblée générale qui se réunit alternativement en France et en Italie, est convoquée par le Président de la Société.

Elle peut l'être également par les commissaires aux comptes lorsque ceux-ci l'estiment nécessaire.

L'assemblée générale est en outre obligatoirement convoquée sur demande d'un des associés. A cet effet, l'associé requérant la convocation doit justifier sa demande auprès du Président par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception en indiquant les points qu'il souhaite voir porter à l'ordre du jour. Le Président doit alors procéder à la convocation de l'assemblée dans les quinze jours qui suivent la réception de ladite lettre.

En cas de liquidation, seul le liquidateur est habilité à convoquer l'assemblée générale.

C – Les convocations sont faites par lettres adressées à chaque associé quinze jours avant la date de l'assemblée. A ces convocations, doivent être annexés l'ordre du jour de l'assemblée et le texte des projets de résolution proposé par le conseil d'administration et le cas échéant le rapport du Président.

D – L'assemblée générale ne peut valablement se prononcer que si chacun des associés est présent ou représenté dans les conditions fixées au présent article.

E - Procès-verbal d'assemblée

Toute décision collective des associés prise en assemblée est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Article 19 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2002.

Article 20 – Affectation des résultats

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'année diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts, et augmenté de tout report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.



Les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La collectivité des associés, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

Article 21- Liquidation

1° Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation de la Société obéira aux règles ci-après.

2° Les associés nomment parmi eux un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions du conseil d'administration, du Président et du Directeur général, sauf décision contraire des associés, à celles des commissaires aux comptes.

Les associés peuvent toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf décision contraire des associés, donné pour toute la durée de la liquidation.

3° Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4° Au cours de la liquidation, les associés sont consultés aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L.237-23 et suivants du code de commerce.

Les associés sont valablement consultés par un liquidateur ou par des associés représentant au moins le dixième du capital social.



Les associés délibèrent aux mêmes conditions de quorum et/ou de majorité qu'avant la dissolution.

5° En fin de liquidation, les associés statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation. Si les liquidateurs négligent de consulter les associés, le Président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette consultation.

Si les associés ne peuvent délibérer, ou s'ils refusent d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6° Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé proportionnellement à la part sociale des associés.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie proportionnellement à la part sociale des associés.

Titre V Dispositions diverses

Article 22 - Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront, soumises à l'arbitrage dans les conditions fixées par l'article 12 de l'accord du 29 janvier 2001.

Article 23 - Nomination du premier Président

Le premier Président sera François LEPINE, 1091 avenue de la Boisse, 73 000 Chambéry.

Article 24 - Nomination du premier Directeur général

Le premier Directeur général sera Maurizio CAVAGNARO, 1091 avenue de la Boisse, 73 000 Chambéry.

Article 25 - Engagements pour la société en formation

Les associés donnent mandat à M. Claude MARTINAND, président du conseil d'administration de RFF, et à M. Mauro MORETTI, administrateur délégué de RFI, soussignés qui acceptent, à l'effet de prendre ensemble ou séparément les engagements suivants pour le compte de la société :

- signer l'insertion relative à la constitution dans un journal d'annonces légales,
- conclure un bail ou une convention pour les locaux de la Société.

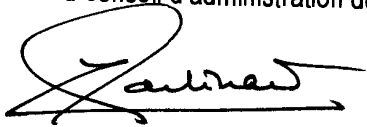
Article 26 – Publicité

Tous les pouvoirs spéciaux sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts pour effectuer toutes autres formalités de publicité.

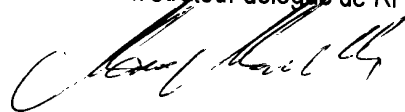
Article 27 – Identité des premiers associés

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 55 8° du décret n°67-236 du 23 mars 1966, il est précisé que les présents statuts ont été signés par :

Claude MARTINAND
Président du conseil d'administration de RFF



Mauro MORETTI
Administrateur délégué de RFI



Fait en cinq originaux en français et en italien dont
un pour l'enregistrement,
trois pour les dépôts légaux et
un pour les archives sociales,
à Paris
l'an deux mille un et le trois octobre

**Statuto
della Società per azioni semplificata
"Lyon Turin Ferroviaire"**

I sottoscritti:

Réseau Ferré de France (« RFF »), Istituzione pubblica nazionale a carattere industriale e commerciale con sede a Parigi – La Défense (92), Tour Pascal A, iscritta al registro del commercio e delle società di Nanterre, al numero B 412 280 737 e rappresentata dal Sig. Claude MARTINAND, Presidente del consiglio di amministrazione di RFF,

Rete Ferroviaria Italiana Società per Azioni (« RFI ») con sede a Roma, Piazza della Croce Rossa, 1, iscritta al registro della Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura (tribunale di Roma) al numero 7847/92, codice fiscale n° 01585570581 rappresentata dal Sig. Mauro MORETTI, Amministratore Delegato di RFI,

stabiliscono, così come segue, lo statuto della società per azioni semplificata "Lyon Turin Ferroviaire" ("LTF")

Preambolo,

Di comune accordo RFF e RFI intendono che i loro rapporti per la realizzazione di una nuova linea ferroviaria Lione-Torino siano regolati dall'accordo del 29 gennaio 2001 tra il Governo della Repubblica Francese ed il Governo della Repubblica Italiana.

Con tale accordo, i due governi hanno rammentato la necessità di favorire un migliore equilibrio tra i diversi modi, in particolare per l'attraversamento delle Alpi, e le ampie possibilità di sviluppo di cui dispone il modo ferroviario. La realizzazione di un nuovo collegamento ferroviario misto merci-viaggiatori deve consentire di far fronte alla prossima saturazione delle infrastrutture esistenti.

Pertanto hanno deciso che gli studi, le ricognizioni ed i lavori preliminari della parte comune franco-italiana della sezione internazionale, come sono definiti dall'accordo del 29 gennaio 2001, saranno diretti, sotto l'autorità della Commissione intergovernativa, da un promotore, costituito in parti uguali tra i due gestori di infrastrutture delle reti ferroviarie nazionali italiana e francese.

Detto ciò, a questo fine i sottoscritti hanno stabilito lo statuto della società per azioni semplificata che essi hanno concordato di istituire tra loro:

"Lyon Turin Ferroviaire" ("LTF")

Società per azioni semplificata

a capitale di 1 000 000 di euro

Sede sociale a Chambéry (Savoia), 1091 avenue de la Boisse

Registro del Commercio e delle Società



Titolo I **Disposizioni generali**

Articolo 1° - Forma

E' costituita, in parti uguali, tra i proprietari delle azioni di seguito create e di quelle che potrebbero esserlo ulteriormente, una Società per azioni semplificata disciplinata dalle leggi e regolamenti in vigore come anche dal presente statuto.

Articolo 2 – Oggetto

La Società ha per oggetto, conformemente all'accordo del 29 gennaio 2001 tra il Governo della Repubblica francese ed il Governo della Repubblica italiana per la realizzazione di una nuova linea ferroviaria Lione-Torino e, segnatamente, i suoi articoli 5, 6, 7 e 9 di condurre gli studi, le ricognizioni ed i lavori preliminari della parte comune franco-italiana della sezione internazionale.

Questi lavori comportano, in particolare, la definizione precisa del tracciato e delle procedure di valutazione ambientale ad essi applicabili nei due Stati, lo scavo delle discenderie e dei tunnels di ricognizione, i lavori connessi e l'insieme degli studi necessari alla stesura del progetto ("avant-projet) della parte comune franco-italiana.

Al termine di questa fase di studi e di ricognizioni, la Società deve proporre la consistenza definitiva delle opere della nuova linea, la loro localizzazione, lo stanziamento finanziario di previsione e le loro modalità di realizzazione.

I gestori delle infrastrutture delle reti ferroviarie nazionali francese ed italiana possono anche, di comune accordo, affidare alla Società ogni altro studio, ricognizione e lavoro che esse ritengano utile far realizzare alla Società stessa sulla sezione internazionale del collegamento Lione-Torino.

La Società effettua tutte le operazioni, qualsiasi esse siano, direttamente o indirettamente collegate all'oggetto sopra definito o ad ogni oggetto simile o connesso e suscettibile di facilitare lo sviluppo della Società.

Articolo 3 – Denominazione

La denominazione della Società è "**Lyon Turin Ferroviaire**" ("**LTF**").

In tutti gli atti, fatture, avvisi, pubblicazioni ed altri documenti che provengano dalla Società, la denominazione sociale è sempre preceduta o seguita dalle parole scritte in modo leggibile "società per azioni semplificata" o dalle iniziali "SAS" e dall'indicazione del capitale sociale.



Articolo 4 – Sede sociale

La sede sociale è stabilita a Chambéry (Francia), 1091 avenue de la Boisse.

La Società ha una sede secondaria a Torino (Italia), Via Nizza, 4 - 10125.

Ogni trasferimento della sede sociale deve essere deciso dalla collettività degli associati nelle condizioni previste all'articolo 18 del presente statuto. Tuttavia, in deroga a tale regola, il consiglio di amministrazione può decidere autonomamente di trasferire la sede sociale nella stessa città oppure, secondo le regole definite dall'articolo L.225-36 del codice di commercio, decidere sul trasferimento in un'area geografica diversa ma limitata: quest'ultima decisione deve essere ratificata dall'assemblea generale.

Ogni trasferimento della sede secondaria si effettua nelle condizioni previste all'articolo 12 del presente statuto.

Per ogni decisione di trasferimento, lo statuto viene modificato di conseguenza ad opera del presidente della Società.

Articolo 5 – Durata

La Società è costituita, con decorrenza dal giorno della sua immatricolazione al registro del commercio, fino al 31 dicembre 2007 salvo scioglimento anticipato o proroga decisa collettivamente dagli associati alle condizioni previste nell'articolo 18 del presente statuto.

Almeno sei mesi prima del termine di vita della Società, gli associati possono, all'unanimità, decidere sulla proroga della Società per una nuova durata da essi stabilita.

Tuttavia, conformemente alle disposizioni dell'articolo 7 (c) dell'accordo del 29 gennaio 2001, sopra citato, gli associati dovranno assicurare il prolungamento della Società fino alla designazione dell'organismo che sarà incaricato del traforo della galleria di base. Non verranno allora applicati i termini previsti al paragrafo precedente.

Titolo II Capitale e azioni

Articolo 6 – Capitale sociale

Il capitale sociale è stabilito nella somma di 1 000 000 di euro.

E' diviso in 2 000 azioni di 500 euro ciascuna.

Articolo 7 – Modifica del capitale

Il capitale può essere aumentato, con apporti in numerario o in natura, o ridotto da una decisione collettiva degli associati nelle condizioni previste all'articolo 18 del presente statuto.

Gli associati possono delegare al presidente della Società i poteri necessari al fine di realizzare, entro i termini di legge, l'aumento di capitale in una o più volte, di fissarne le modalità, di constatarne la realizzazione e di procedere alla correlativa modifica dello statuto.

In caso di aumento per emissione di azioni da sottoscrivere in denaro, un diritto di preferenza è riservato ai proprietari delle azioni esistenti alle condizioni legali.

Articolo 8 – Liberazione delle azioni

Ogni sottoscrizione di azioni è obbligatoriamente accompagnata dal versamento immediato della metà dell'ammontare nominale delle azioni sottoscritte. Il saldo sarà liberato su richiesta di fondi del Presidente della Società.

Articolo 9 – Forma dei titoli

Le azioni hanno una forma nominativa. Esse sono intestate al loro titolare nei conti tenuti dalla Società.

Gli attestati di iscrizione al conto sono validamente firmati dal Presidente o da chiunque sia stato a tal fine delegato dal Presidente.

Articolo 10 – Cessioni delle azioni

A – Le azioni sono cedibili nel rispetto dei termini dell'accordo del 29 gennaio 2001 e secondo le modalità di seguito definite.

B – Diritto di prelazione

Ogni socio dispone di un diritto di prelazione sulle azioni proposte alla cessione in proporzione al numero di azioni che egli detiene, tenuto conto delle azioni offerte alla prelazione.

Il socio che cede, notifica la propria decisione di cedere o trasferire ad ogni associato ed al Presidente della Società per lettera raccomandata con ricevuta di ritorno o per fax, indicando il cognome, nome, domicilio, nazionalità o la denominazione, la forma, l'ammontare del capitale, l'indirizzo della sede sociale, l'indirizzo del o dei cessionari proposti, il numero di azioni di cui è prevista la cessione o il trasferimento, al pari del prezzo offerto se si tratta di una cessione a titolo oneroso o la stima del valore delle azioni negli altri casi.

Pena il considerare che egli abbia rinunciato al suo diritto di prelazione, ogni socio deve notificare all'azionista cedente come anche al Presidente della Società, nel termine di 30 giorni a partire dal ricevimento della suddetta dichiarazione, se intenda esercitare il suo diritto di prelazione, il numero di azioni per le quali intenda esercitare tale diritto ed anche, se del caso, se egli auspichi di esercitare il proprio diritto di prelazione su un numero di azioni superiore a quello al quale ha diritto.

In mancanza di prelazione di tutte le azioni di cui è in progetto la cessione, non viene dato seguito ai diritti di prelazione esercitati e il presidente ne informa immediatamente il socio cedente e gli altri soci. La cessione viene allora sottoposta al consenso della Società alle seguenti condizioni.



4
u

C – Gradimento

1° Ogni trasmissione di azioni, anche tra associati, o a titolo gratuito o a titolo oneroso e qualunque sia la forma della cessione, deve essere autorizzata all'unanimità dagli associati.

2° Il socio cedente notifica la cessione o l'alienazione progettata al Presidente della Società, con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno o per fax, indicando i cognome, nomi, domicilio o nazionalità, o la denominazione, la forma, l'ammontare del capitale, l'indirizzo della sede sociale, l'indirizzo del o dei cessionari proposti, il numero di azioni di cui la cessione o l'alienazione è prevista come anche il prezzo offerto se si tratta di una cessione a titolo oneroso o la stima del valore delle azioni negli altri casi.

L'assemblea convocata dal Presidente deve deliberare nelle condizioni previste all'articolo 18 del presente statuto e notificare la propria decisione al cedente con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno o per fax entro i 15 giorni che seguono la notifica su menzionata. La decisione dell'assemblea generale non deve essere motivata e, in caso di rifiuto, non può dar luogo ad alcun reclamo.

Se il cessionario o i cessionari proposti sono approvati, il trasferimento è regolarizzato a vantaggio del o dei cessionari proposti dietro presentazione dei documenti giustificativi, i quali dovranno essere consegnati entro i 15 giorni che seguono la notifica della decisione dell'assemblea.

3° La Società potrà ugualmente, anche senza l'accordo dell'associato cedente, ricomprare le azioni. In mancanza di accordo tra le parti, il prezzo di acquisto sarà determinato nelle condizioni previste all'articolo 1843-4 del codice civile.

D – Modifica nel controllo di un associato

Ogni modifica della struttura degli associati che comporta un cambiamento nel loro controllo autorizza la collettività degli associati a decidere, nelle condizioni fissate dell'articolo 18 del presente statuto, la sospensione dell'esercizio dei diritti non pecuniari dell'associato, il cui controllo è modificato, o la sua esclusione.

L'associato, il cui controllo è modificato, non può partecipare alla decisione che lo riguarda.

Per i due primi associati, questa disposizione si applica solo nell'ipotesi in cui il loro controllo diretto o indiretto rispettivamente da parte degli Stati francese ed italiano fosse modificato.

Le modifiche della forma giuridica degli associati saranno comunicate alla CIG che ne trarrà le conseguenze necessarie.



Titolo III
Direzione e controllo della Società

Articolo 11 – Consiglio d'amministrazione

A – La Società è diretta, nel limite dei poteri che gli sono riconosciuti dal presente statuto, da un consiglio d'amministrazione.

Il consiglio d'amministrazione è composto da 4 a 10 amministratori, compresi il presidente ed il direttore generale, che rappresentano in modo paritetico gli associati. Gli amministratori sono nominati dall'assemblea generale ordinaria degli associati per una durata di 3 anni.

Il consiglio d'amministrazione può essere assistito da due persone, che non hanno voto deliberante, designati dai due associati.

I membri del consiglio d'amministrazione, ad eccezione del Presidente e del Direttore Generale, sono revocabili in ogni momento su decisione del socio che ne ha proposto la nomina. Il Presidente ed il Direttore Generale sono revocabili in ogni momento con decisione collettiva degli associati, alle condizioni previste dall'art. 18 del presente statuto.

Ad eccezione delle disposizioni proprie del Presidente della Società, ogni sostituzione di un amministratore, quale ne sia la causa, avviene nelle stesse condizioni della sua nomina.

I primi amministratori della Società sono:

- per RFF:

François LEPINE

Claude MARTINAND, Presidente del Consiglio di amministrazione di RFF,

Hervé de TREGLODE, Direttore per lo Sviluppo di RFF,

Olivier DEBAINS, Direttore finanziario di RFF,

- per RFI:

Maurizio CAVAGNARO

Mauro MORETTI, Amministratore Delegato di RFI,

Francesco ROSSI, Direttore Amministrativo e Finanziario di RFI,

Renato CASALE, Direttore per gli Investimenti di RFI.

Il consiglio d'amministrazione si riunisce in seduta ordinaria almeno quattro volte all'anno su convocazione del suo Presidente, alternativamente in Francia ed in Italia.

Il consiglio d'amministrazione delibera in maniera valida solo a condizione che sia presente la maggioranza dei suoi membri.

Salvo particolari disposizioni del presente statuto, le decisioni del consiglio d'amministrazione sono prese alla maggioranza dei tre quarti dei membri presenti o rappresentati.



Ogni membro del consiglio d'amministrazione può, con un mandato speciale, delegare ad altro amministratore la facoltà di votare in sua vece e posto sulle questioni portate all'ordine del giorno; un amministratore può essere mandatario di uno solo dei suoi colleghi.

Le decisioni del consiglio d'amministrazione vengono normalmente eseguite dal Presidente della Società.

B – Gli amministratori sono convocati alle sedute del consiglio d'amministrazione con ogni mezzo scritto.

Le copie o estratti delle delibere del consiglio d'amministrazione sono certificate in modo valido dal Presidente del consiglio d'amministrazione o da un rappresentante da questi designato.

C – Il consiglio d'amministrazione è competente per:

- 1) prendere le decisioni che vertono sulla politica e sugli orientamenti generali e strategici della Società,
- 2) chiudere i conti della Società prima di trasmetterli agli associati,
- 3) stabilire il rapporto annuale di gestione e i documenti di previsione di gestione,
- 4) approvare il regolamento interno della Società,
- 5) trasferire la sede sociale della Società nelle condizioni previste all'articolo 4 del presente statuto,
- 6) creare o sopprimere ogni succursale, agenzia, ufficio, sede secondaria,
- 7) autorizzare gli accordi tra la Società e gli associati,
- 8) autorizzare la costituzione di garanzie sui beni sociali, la concessione di avallo, di cauzione o di garanzia della Società a favore di un certo ammontare stabilito dalla assemblea generale ordinaria,
- 9) autorizzare gli impegni finanziari,
- 10) definire, nel rispetto delle competenze della CIG, i programmi di studi e di progetti, e approvare le conclusioni degli studi e dei lavori,
- 11) autorizzare la stipula di convenzioni, appalti e contratti,
- 12) autorizzare le richieste di finanziamento e di sovvenzione,
- 13) sottoscrivere prestiti o impegni bancari oltre un certo ammontare stabilito dalla assemblea generale ordinaria degli associati,
- 14) comprare, vendere, scambiare immobili, diritti immobiliari e fondi di commercio.

D – Fatte salve le eccezioni delle competenze previste ai punti da (1) a (7) suddetti, il consiglio d'amministrazione può delegare al suo Presidente una parte dei suoi poteri.

Articolo 12 – Presidente della Società

Il presidente della Società è nominato su proposta di RFF dall'assemblea generale ordinaria per una durata di 3 anni. Le funzioni del presidente hanno termine al più tardi quando questi raggiunge settanta anni.



Il presidente della Società è di diritto membro e presidente del consiglio d'amministrazione della Società. Egli vigila sul buon funzionamento degli organi della Società e convoca le assemblee.

Conformemente alla legge, il presidente del consiglio d'amministrazione rappresenta la Società nei confronti di terzi. E' investito dei poteri necessari per agire in ogni circostanza a nome della Società, entro il limite dell'oggetto sociale, con riserva delle competenze che la legge ed il presente statuto attribuiscono alla collettività degli associati, al consiglio d'amministrazione come anche al direttore generale.

In particolare egli è responsabile dei rapporti esterni ed istituzionali ed anche della buona gestione economica e finanziaria della Società e adotta le misure necessarie per controllare tale gestione.

In caso di impedimento definitivo, di dimissioni o di revoca del presidente della Società, l'assemblea generale ordinaria degli associati nomina un nuovo presidente della Società per la rimanente durata del suo mandato.

In caso di impedimento temporaneo l'assemblea generale ordinaria degli associati designa un amministratore alle funzioni di presidente e fissa la durata del suo mandato.

Nell'attesa della decisione dell'assemblea generale ordinaria, le funzioni del presidente vengono esercitate dall'amministratore più anziano che convocherà l'assemblea generale ordinaria nei tempi più brevi.

Il presidente delega, secondo le modalità previste all'articolo 13 del presente statuto, una parte dei suoi poteri al direttore generale. Egli può conferire mandati speciali nel rispetto dei poteri delegati al Direttore Generale.

Articolo 13 – Direttore generale

Il direttore generale è nominato su proposta di RFI dall'assemblea generale ordinaria per una durata di 3 anni. Il direttore generale è membro del consiglio d'amministrazione.

Con riserva delle competenze del consiglio d'amministrazione e di quelle del presidente della Società, il direttore generale è incaricato della direzione della Società. A questo titolo egli assicura la gestione del personale dell'insieme della Società come anche il coordinamento e la gestione budgetaria delle due direzioni della Società.

In caso di impedimento definitivo, di dimissioni o di revoca del direttore generale della Società, l'assemblea generale ordinaria degli associati, nomina un nuovo direttore generale per la rimanente durata del suo mandato.

Il Presidente sottopone al consiglio d'amministrazione, per approvazione, le deleghe di poteri necessarie all'esercizio delle missioni del direttore generale. Egli può altresì delegare ugualmente al direttore generale una parte dei propri poteri.

La direzione generale è impiantata nei locali della sede secondaria della Società.



Articolo 14 – Direttori

Il direttore generale è assistito da due direttori, ognuno designato dal consiglio d'amministrazione che fissa la durata delle loro funzioni e le loro sedi.

Salvo decisione contraria presa dagli associati all'unanimità, il direttore degli studi e progetti è designato su proposta di RFF e il direttore della gestione delle attività realizzative di progetto è designato su proposta di RFI.

Articolo 15 – Commissari ai conti

Gli associati designano collettivamente due commissari ai conti titolari e due commissari ai conti supplenti.

Tale designazione si effettua nelle condizioni previste all'articolo 18 del presente statuto per la durata fissata dalla legge.

Articolo 16 – Nomina dei commissari ai conti

I primi commissari ai conti titolari saranno:

- Price Waterhouse Coopers, 32 rue Guersant, 75017 PARIGI, rappresentata da Jean-Louis ROUVET
- KPMG SA, immeuble KPMG, 1 cours Valmy, 92923 La Défense, représenté par Michel SEGUIN

I primi commissari ai conti supplenti saranno:

- Yves Nicolas, 32 rue Guersant, 75017 PARIGI
- Jean-Paul TILL, immeuble KPMG, 1 cours Valmy, 92923 La Défense

Titolo IV Decisioni collettive

Articolo 17 – Decisioni collettive degli associati

Le decisioni collettive sono prese in assemblea generale come previsto nell'articolo 18 del presente statuto.

Gli associati sono consultati e deliberano nelle forme e nelle condizioni seguenti:

A – Le decisioni degli associati devono essere adottate e modificate all'unanimità degli associati, quando esse riguardano le operazioni seguenti:

- modifica del capitale sociale,
- designazione e revoca degli amministratori,
- remunerazione degli amministratori, del presidente della Società e del direttore generale,



Ogni decisione collettiva degli associati presa in assemblea viene constatata da un verbale stabilito e firmato dal presidente e, se del caso, dal presidente di seduta.

Il verbale indica la data e il luogo della riunione, i cognome, nome e titolo del presidente di seduta, i cognomi e nomi degli associati presenti o rappresentati con l'indicazione del numero di azioni possedute da ciascuno di essi e le condizioni di esercizio del loro diritto di voto, i documenti e rapporti sottoposti all'assemblea, una sintesi dei dibattiti, i testi delle risoluzioni messe ai voti ed il risultato delle votazioni.

Articolo 19 – Esercizio sociale

L'esercizio sociale comincia il 1° gennaio e si conclude il 31 dicembre di ogni anno.

Il primo esercizio sociale sarà chiuso il 31 dicembre 2002.

Articolo 20 – Destinazione dei risultati d'esercizio

Il bilancio, che riepiloga i ricavi e i costi dell'esercizio, fa apparire per differenza, dopo detrazione degli ammortamenti e della spese, l'utile o la perdita dell'esercizio.

Sull'utile dell'anno diminuito, se del caso, delle perdite precedenti, è prelevato il cinque per cento almeno per costituire il fondo di riserva legale. Questo prelievo cessa di essere obbligatorio quando il fondo di riserva raggiunge un decimo del capitale sociale; torna in essere quando, per una causa qualsiasi, la riserva legale è scesa sotto tale decimo.

L'utile distribuibile è costituito dagli utili dell'esercizio, diminuito delle perdite precedenti e delle somme portate in riserva, in applicazione della legge e del presente statuto ed aumentato di ogni riporto attivo.

Tale utile potrà essere messo in riserva o distribuito agli associati proporzionalmente al numero di azioni di loro proprietà.

Gli associati possono decidere la distribuzione delle somme prelevate dalle riserve di cui hanno la disponibilità, precisando che i dividendi sono prelevati per priorità sugli utili dell'esercizio.

Salvo in caso di riduzione di capitale, nessuna distribuzione può essere fatta agli associati quando i capitali propri sono o diventerebbero a seguito di questa, inferiori all'ammontare del capitale effettivamente sottoscritto alla data in questione, aumentato delle riserve che la legge o il presente statuto non permette di distribuire. Lo scarto di rivalutazione non è distribuibile. Può essere incorporato in tutto o in parte nel capitale.

La collettività degli associati, deliberando sui conti dell'esercizio, ha la facoltà di accordare ad ogni associato, per tutto o parte del dividendo messo in distribuzione o degli anticipi sui dividendi, un'opzione tra il pagamento dei dividendi o degli anticipi sui dividendi in moneta.

Le perdite, se esistono, sono, dopo approvazione dei conti, sono riportate a nuovo per essere imputate sugli utili ulteriori fino a pareggio.



Articolo 21 – Liquidazione

1° Sotto riserva del rispetto delle prescrizioni legali imperative in vigore, la liquidazione della Società obbedirà alle seguenti regole.

2° Gli associati nominano tra di loro uno o più liquidatori di cui essi stabiliscono le funzioni e la remunerazione.

Tale nomina pone fine alle funzioni del consiglio d'amministrazione, del presidente e del direttore generale, salvo decisione contraria degli associati, a quelle dei commissari ai conti.

Gli associati possono sempre revocare o sostituire i liquidatori ed estendere o restringere i loro poteri.

Il mandato dei liquidatori è conferito, salvo decisione contraria degli associati, per tutta la durata della liquidazione.

3° I liquidatori hanno, congiuntamente o separatamente, i poteri più estesi al fine di realizzare, ai prezzi, oneri e condizioni che essi individueranno, tutto l'attivo della Società e di estinguere il suo passivo.

Il o i liquidatori possono procedere, in corso di liquidazione, alla distribuzione di anticipi e, a fine liquidazione, alla ripartizione del saldo disponibile senza essere obbligati ad alcuna formalità di pubblicità o di deposito dei fondi.

Il o i liquidatori hanno, anche separatamente, titolo per rappresentare la Società nei confronti di terzi, come anche per agire in giudizio davanti a tutte le giurisdizioni sia in istanza che in difesa.

4° Nel corso della liquidazione, gli associati sono consultati tutte le volte che sia richiesto nell'interesse della Società senza tuttavia che sia necessario rispettare le prescrizioni degli articoli L.237-23 e seguenti del codice di commercio.

Gli associati sono consultati in modo valido da un liquidatore o da associati che rappresentino almeno il decimo del capitale sociale.

Gli associati deliberano alle stesse condizioni di numero legale e/o di maggioranza vigenti prima dello scioglimento.

5° A fine liquidazione gli associati deliberano sul conto definitivo della liquidazione, la liberatoria della gestione del o dei liquidatori e lo scarico del loro mandato.

Essi constatano, nelle stesse condizioni, la chiusura della liquidazione. Se i liquidatori trascurano di consultare gli associati, il presidente del tribunale di commercio, deliberando con ordinanza di procedura per direttissima può, su richiesta di ogni associato, designare un mandatario per procedere a tale consultazione.



6

Se gli associati non possono deliberare o se essi rifiutano di approvare i conti della liquidazione, si delibera per decisione del tribunale di commercio, su richiesta del liquidatore o di ogni persona interessata.

6° L'ammontare dei capitali propri sussistente dopo rimborso del valore nominale delle azioni, è ripartito proporzionalmente alla quota sociale degli associati.

Al momento del rimborso del capitale sociale, l'onere di tutte le imposte che la Società avrebbe l'obbligo di trattenere alla fonte sarà ripartito proporzionalmente alla quota sociale degli associati.

Titolo V Disposizioni varie

Articolo 22 – Contestazioni

Se dovessero sorgere delle contestazioni durante l'esistenza della Società o durante la sua liquidazione, vuoi tra gli associati, vuoi tra la Società e gli associati stessi, in merito all'interpretazione o l'esecuzione del presente statuto, o in generale sugli affari della società, tali contestazioni saranno sottoposte ad arbitrato alle condizioni fissate dall'articolo 12 dell'accordo del 29 gennaio 2001.

Articolo 23 – Nomina del primo Presidente

Il primo Presidente sarà François LEPINE, 1091 avenue de la Boisse, 73000 Chambéry.

Articolo 24 – Nomina del primo Direttore Generale

Il primo Direttore Generale sarà Maurizio CAVAGNARO, 1091 avenue de la Boisse, 73000 Chambéry.

Articolo 25 – Impegni per la società che si sta costituendo

I soci danno mandato a Claude MARTINAND, Presidente del Consiglio di amministrazione di RFF e a Mauro MORETTI, Amministratore Delegato di RFI, i quali nel firmare accettano, al fine di prendere insieme o separatamente i seguenti impegni per conto della società:

- firmare l'inserzione relativa alla costituzione in un giornale di annunci legali,
- concludere un contratto di locazione o una convenzione per i locali della Società.

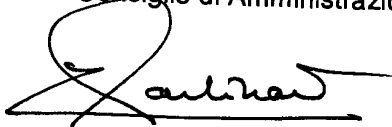
Articolo 26 – Pubblicità

Tutti i poteri speciali vengono dati al portatore di un originale, di una copia o di un estratto del presente statuto per effettuare tutte le altre formalità di pubblicità.

Articolo 27 – Identità dei primi associati

- In ottemperanza alle disposizioni dell'articolo 55, 8° del decreto n° 67-236 del 23 marzo 1966, si precisa che il presente statuto è stato firmato da:

Claude MARTINAND
Presidente del Consiglio di Amministrazione di RFF



Mauro MORETTI
Amministratore Delegato di RFI



Fatto in cinque originali in francese e in italiano di cui
uno per la registrazione,
tre per i depositi legali e
uno per gli archivi sociali,
a Parigi
nell'anno 2001, il tre di ottobre.

- gradimento sulle cessioni di azioni,
- sospensione dei diritti di voto ed esclusione di una società azionista il cui controllo è stato modificato,
- esclusione di un associato,
- trasformazione e ogni operazione avente l'effetto di aumentare gli impegni degli associati,
- scioglimento.

B - Ogni altra decisione è di competenza del consiglio d'amministrazione che delibera nelle condizioni previste all'articolo 11 del presente statuto.

Articolo 18 – Assemblea generale

A – L'assemblea generale è composta dagli associati. Ognuno è rappresentato o dal suo rappresentante legale o da un rappresentante che egli è tenuto a designare o dal supplente di quest'ultimo.

Ogni membro notifica al presidente la designazione di tale rappresentante e del suo supplente come anche ogni variazione di tali designazioni.

Ogni membro dispone di un voto per azione posseduta.

Il presidente della Società assiste all'assemblea generale senza partecipare alla votazione.

B – L'assemblea generale che si riunisce alternativamente in Francia ed in Italia, è convocata dal presidente della Società.

Può esserlo parimenti da parte dei commissari ai conti qualora questi lo ritengano necessario.

L'assemblea generale è inoltre convocata obbligatoriamente su richiesta di uno degli associati. A tale fine l'associato che richiama la convocazione deve giustificare la propria richiesta al presidente con raccomandata con ricevuta di ritorno, indicando i punti che egli desidera far iscrivere all'ordine del giorno. Il presidente deve allora procedere alla convocazione dell'assemblea entro i 15 giorni che seguono il ricevimento della suddetta lettera.

In caso di liquidazione, solo il liquidatore è abilitato a convocare l'assemblea generale.

C – Le convocazioni vengono fatte con lettere indirizzate ad ogni associato quindici giorni prima della data dell'assemblea. A tali convocazioni devono essere allegati l'ordine del giorno dell'assemblea ed il testo dei progetti di risoluzione proposto dal consiglio d'amministrazione e se del caso il rapporto del presidente.

D - L'assemblea generale non può pronunciarsi in modo valido se non a condizione che ciascuno degli associati sia presente o sia rappresentato alle condizioni fissate nel presente articolo.

E – Verbale di assemblea

